

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 20 février 2026

## **Décisions décevantes de la Commission des finances**

**La Commission des finances du Conseil national veut continuer de faire passer l'agriculture à la caisse, alors que celle-ci contribue depuis des décennies à la stabilité des finances de la Confédération et que le Conseil des États en a décidé autrement. Comme nouvelle mesure pour alléger le budget fédéral, la Commission prévoit des recettes douanières supplémentaires, ce qui constitue une solution viable pour l'Union suisse des paysans. En parallèle, elle maintient nombre de mesures d'économies proposées par le Conseil fédéral : l'agriculture et l'industrie alimentaire devront contribuer à plus de 225 millions de francs au programme d'allégement budgétaire. Cette décision est inacceptable, car elle aggraverait encore davantage la situation économique déjà tendue des familles paysannes. Il convient de préciser que les concessions douanières faites dans le cadre de l'accord avec le Mercosur et les mesures d'économies prévues au détriment de l'agriculture sont tout bonnement incompatibles.**

Même si la Commission des finances du Conseil national (CdF-N) a atténué les plans d'austérité disproportionnés que prévoyait le Conseil fédéral pour l'agriculture, la situation reste insatisfaisante aux yeux de l'Union suisse des paysans (USP). Comme nouvelle mesure pour alléger le budget fédéral, la CdF-N entend optimiser les recettes douanières. Pour l'USP, il s'agit là d'une solution viable. Par contre, il est incompréhensible et injuste que la Commission veuille malgré tout maintenir les mesures d'allégement qu'a prévues le Conseil fédéral et économiser sur le dos de celles et ceux qui sont déjà économes. Voilà 25 ans que les fonds fédéraux alloués à l'agriculture n'ont pas progressé. Compte tenu du renchérissement, les contributions ont même diminué de manière constante. En parallèle, les dépenses totales de la Confédération ont augmenté de 40 milliards de francs, soit 80 %.

### **Exiger plus et payer moins : un couple impossible**

L'augmentation année après année des exigences pour l'obtention des paiements directs contraint les familles paysannes à en faire toujours plus pour le même montant. En outre, les salaires horaires et comparables dans l'agriculture sont si faibles que le Conseil fédéral serait légalement tenu d'améliorer les revenus. Pour l'USP, il ne fait aucun doute que les mesures d'économies prévues dans le programme d'allégement budgétaire et les concessions douanières faites dans l'accord avec le Mercosur au détriment de l'agriculture indigène sont tout bonnement incompatibles. L'USP attend du Conseil national qu'il renonce aux mesures d'économies prévues pour le secteur agricole et qu'il mise sur des recettes supplémentaires pour contribuer à l'assainissement des finances fédérales.

### *Renseignements :*

*Martin Rufer, directeur de l'USP, tél. 078 803 45 54*

*Loïc Bardet, responsable du département Économie, formation et relations internationales, tél. 079 718 01 88*  
[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)